

Lettre du Secrétaire général

En 2018, l'OCDE a été confrontée à de nombreux défis qui nous ont poussés à redoubler d'efforts afin de produire des politiques meilleures pour une vie meilleure. Cette année s'est caractérisée par une aggravation des tensions géopolitiques, une montée du nationalisme et du populisme, et un mécontentement de plus en plus explicite des citoyens. Cette érosion de la confiance menace tout ce que nous avons bâti au cours des 70 dernières années, alors même que la communauté internationale est confrontée à des défis d'ampleur mondiale qui, certes, ne sont pas nouveaux, mais dont l'urgence n'a jamais été aussi impérieuse : croissance économique atone, creusement des inégalités, chômage et emplois de qualité médiocre, changement climatique et réponses à la révolution numérique.

Dans ce contexte, notre Organisation a encore renforcé son engagement en faveur de l'ouverture, de la solidarité et de la coopération, ainsi que son attachement à ces valeurs. Lors de la **Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2018**, présidée par la France, nous avons placé la nécessité de refonder le multilatéralisme au cœur de nos débats, dans l'optique de le rendre plus responsable, plus efficace et plus inclusif. Comme l'a déclaré le Président Macron dans son discours d'ouverture

de la RCM : « Le multilatéralisme n'est pas une addition de bilatéralismes. C'est un dialogue à plusieurs voix, une polyphonie de l'action et de la pensée, et c'est cette polyphonie que nous devons apprendre ensemble à tisser, à réinventer, à rendre juste et efficace dans le monde qui est le nôtre. » Il est de notre devoir d'attirer l'attention sur les nombreux avantages que les pays peuvent retirer du multilatéralisme et sur les dangers de se retrancher derrière les frontières nationales. Nous avons besoin de renforcer



À partir de la gauche : Emmanuel Macron, Président de la République française ; Dalia Grybauskaitė, Présidente de la Lituanie ; Juan Manuel Santos, Président de la Colombie ; et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors de la cérémonie de signature d'adhésion de la Lituanie et de la Colombie à Paris, le 30 mai 2018

Photo : OCDE/Julien Daniel

le multilatéralisme, et non de l'affaiblir. Nous devons également l'améliorer. À l'OCDE, nous sommes fermement résolus à adapter le multilatéralisme au XXI^e siècle.

En dépit de ce contexte difficile, nous avons organisé en 2018 des Réunions ministérielles qui feront date et qui ont modifié la donne dans des domaines clés de l'économie mondiale. La Réunion ministérielle sur les petites et moyennes entreprises (PME) qui s'est tenue à Mexico en février a abouti à l'adoption d'une ambitieuse **Déclaration de l'OCDE sur les PME**, et la Réunion ministérielle sur les politiques sociales a eu lieu à Montréal en mai. Ces deux réunions ont appelé à ouvrir la voie à une prospérité partagée au moyen de meilleures politiques publiques, en tenant compte de la perception, par les citoyens, des risques sociaux et économiques tels que ceux mis en lumière par l'enquête *Des risques qui comptent*. Nous avons également pris des mesures concrètes pour renforcer la coopération internationale lors de la Réunion ministérielle du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques (GFSEC), qui a eu lieu en septembre dernier à Paris. Lors du **Forum mondial de l'OCDE consacré à l'avenir du bien-être**, organisé en novembre en Corée, nous avons réaffirmé notre engagement à repenser notre mesure du progrès,

en changeant de paradigme pour placer la croissance inclusive et la vie des citoyens au cœur des politiques et de notre action collective. Plusieurs autres réunions à haut niveau, portant sur l'éducation et les compétences, l'environnement, le développement ou encore l'intégrité et la lutte contre la corruption, ont démontré la capacité de notre Organisation à continuer de jouer un rôle de premier plan dans l'ensemble de ces domaines d'action.

Parallèlement à nos propres réunions ministérielles, forums mondiaux et sommets stratégiques, nous continuons à contribuer, par nos données concrètes, à d'autres initiatives internationales. Dans le contexte du **G20** et du **G7**, nous avons étroitement coopéré avec les présidences argentine et canadienne afin de les aider à donner suite à leurs principales priorités. Une fois de plus, notre partenariat a été apprécié car il a permis de faire progresser l'action de ces pays dans des domaines tels que la promotion d'une croissance plus forte, inclusive et durable ; l'avenir du travail ; les enjeux de la fiscalité ; la révolution numérique ; l'application du devoir de diligence et d'une conduite responsable des entreprises ; et la transition vers des économies bas carbone et circulaires pour faire face aux défis associés au changement climatique et à



À partir de la gauche : Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Ingrid Brocková, Ambassadrice de la République slovaque auprès de l'OCDE, et Peter Pellegrini, Premier ministre de la République slovaque à l'OCDE, lors du Sommet *Going Digital* à Paris, le 11 mars 2019.

Photo : OCDE/Victor Tonelli

l'appauvrissement de la biodiversité. Le Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive prône l'adoption d'un modèle de croissance centré sur la personne, avec une meilleure mesure de ce qui importe réellement pour les citoyens, et des politiques qui visent à répondre aux difficultés des populations, régions et entreprises laissées pour compte. C'est un message que nous avons relayé lors d'autres sommets internationaux auxquels nous avons participé l'année dernière, tels que le **Forum de Paris sur la paix**, la **Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations des Nations Unies**, qui a eu lieu à Marrakech, et la **COP24** (24^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) à Katowice.

Tout ce que produit l'OCDE témoigne non seulement de la qualité de ses travaux, mais également de ce que la coopération internationale peut accomplir, du bien-être qu'elle peut permettre et des perspectives qu'elle peut offrir. Au-delà de cette coopération internationale, nous continuons à soutenir nos membres et nos partenaires par des conseils ciblés sur les politiques à mener. Nos analyses, nos données comparables et notre expertise en

matière d'action publique accompagnent les pays qui engagent les réformes nécessaires pour répondre à des exigences nouvelles, en les aidant à mieux comprendre les différentes options qui s'offrent à eux, ainsi que leurs répercussions multidimensionnelles. La collaboration croissante de l'OCDE avec le Service d'appui à la réforme structurelle (SRSS) de la Commission européenne dans ce domaine illustre bien la valeur ajoutée de l'Organisation.

L'OCDE continue de gagner en importance, et l'intérêt officiellement manifesté par six pays désireux de rejoindre notre Organisation, et auxquels nous devons répondre prochainement, en est l'un des meilleurs exemples. Au cours des 12 derniers mois, la Lituanie a adhéré à l'OCDE. La Colombie a été invitée à devenir membre, et des discussions en vue de l'adhésion sont en cours avec le Costa Rica. Nous avons également renforcé la pertinence de notre Organisation à l'échelle mondiale par le biais de nos programmes régionaux et de nos programmes-pays, et en collaborant étroitement avec nos partenaires clés pour les aider à adhérer progressivement à nos instruments et outils, et à renforcer leur participation aux travaux de nos comités et organes.



📍 Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE accueille Katrín Jakobsdóttir, Première ministre d'Islande, lors du Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte contre la corruption à Paris, le 27 mars 2018.

Photo : OCDE/Andrew Wheeler

📍 Emmanuel Macron, Président de la République française, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres à Paris, le 31 mai 2018.

Photo : OCDE/Victor Tonelli



En 2018, nous avons également souligné la nécessité de nous intéresser davantage aux transformations portées par la numérisation et les nouvelles technologies, un intérêt qui culminera lors de notre prochaine Réunion du Conseil au niveau des Ministres, consacrée précisément à ce thème. Le **rapport d'étape du projet « Vers le numérique »** et le Sommet sur la transformation numérique ont jeté les bases de la contribution essentielle que peut apporter l'OCDE dans ce domaine, en forgeant l'avenir de nos économies, de nos sociétés et de notre vie. Le Forum de l'OCDE sur les politiques relatives à la « blockchain » (la technologie des chaînes de blocs), organisé en septembre dernier, est un bon exemple des contributions uniques que peut apporter notre Organisation dans ce domaine. Il s'agissait de la première grande conférence internationale destinée à dresser un état des lieux de l'impact de cette technologie émergente sur tout l'éventail des activités et des priorités des pouvoirs publics. Le **Laboratoire d'innovation NAEC (Nouvelles approches face aux défis économiques)** nous permet par ailleurs de prendre de plus en plus part à l'innovation numérique et d'expérimenter de nouveaux outils et techniques d'analyse pour ouvrir l'accès à de nouvelles sources de données.

Si nous avons dû faire face l'an dernier à un environnement plus complexe et moins propice à l'avènement de solutions multilatérales, nous n'en avons pas moins rempli notre mission. Et nous continuerons à mener à bien cette mission. Tournés vers l'avenir, nous continuerons à défendre les valeurs qui définissent l'OCDE : l'ouverture au monde, la coopération internationale, l'intégration économique, le respect mutuel et la tolérance culturelle. Ces valeurs permettront de renforcer l'accès aux technologies numériques et favoriseront leur utilisation efficace. Elles libéreront l'innovation, soutiendront la création d'emplois, contribueront à la prospérité sociale, relèveront les défis en matière de fiscalité et promouvoir la confiance et une concurrence équitable. En résumé, nous continuerons de soutenir un modèle de croissance plus inclusif et plus durable qui réponde aux besoins des citoyens. Nous serons en cela guidés par notre détermination à aider nos membres et nos partenaires à concevoir, développer et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. ■



Angel Gurría

↻ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, lors de la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 24 septembre 2018.
Photo : OCDE





Extrait de :
Secretary-General's Report to Ministers 2019

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/d4b4a55c-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Lettre du Secrétaire général », dans *Secretary-General's Report to Ministers 2019*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/26bfccbe-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.